

Ruta Pacífica de las Mujeres

Ruta Pacífica de las Mujeres est l'un des mouvements féministes pour la paix les plus importants de Colombie. Depuis 30 ans, soit toute la durée du conflit armé colombien qui a duré 50 ans, et jusqu'à la fragile période qui a suivi la signature de l'accord de paix, Ruta œuvre pour protéger les droits des femmes, documenter les conséquences de la guerre sur les femmes et exiger que la paix soit construite avec la participation des femmes aux négociations. Elle fonctionne comme un mouvement : plus de 300 organisations de femmes réparties dans 13 départements, unies par un engagement commun en faveur d'une résistance féministe et non violente.

Ruta Pacífica a rejoint Equal Measures 2030 en 2017, peu après la signature de l'accord de paix colombien. Le moment choisi pour ce partenariat est donc tout aussi significatif que le partenariat lui-même. Equal Measures a fourni à Ruta un nouvel outil au moment précis où l'organisation avait besoin de passer du simple témoignage du conflit à la mise en cause du gouvernement quant à la mise en œuvre de ses engagements en matière d'égalité des genres.

400+

de décideurs politiques
directement sensibilisés grâce
aux données de l'indice de
genre des ODD

10

femmes nommées à des
postes au niveau
départemental et municipal

39

plans de développement
municipaux influencés

Un mouvement né dans l'ombre du conflit

Pour les femmes, le conflit armé colombien, qui a duré 50 ans, ne s'est pas achevé avec la signature de l'accord de paix de 2016. Dans des régions comme le Chocó, les groupes armés continuent d'imposer leur contrôle par le biais de l'extorsion, des massacres et des déplacements forcés. Les femmes, en particulier les femmes autochtones et d'ascendance africaine, restent parmi les plus vulnérables. L'existence de Ruta Pacífica a toujours été une réponse à cette réalité.

Ce qui a changé avec l'accord de paix, c'est le terrain de la lutte. Du jour au lendemain, des mécanismes de suivi, des engagements de mise en œuvre et des espaces formels de participation de la société civile ont vu le jour. Mais pour demander des comptes aux gouvernements sur leurs engagements en matière de paix genrée, il faut un autre type de preuves que le simple témoignage de la violence. Il faut des données.



« Grâce au projet Equal Measures 2030, nous avons renforcé nos compétences en matière de plaidoyer fondé sur les données. Cela nous a aidées à comprendre l'importance des données et des preuves pour exiger la responsabilisation en matière de droits des femmes — pour aller au-delà d'une lecture des données uniquement en tant que chiffres et les considérer comme un outil politique. »

- Coordinatrice régionale, Ruta Pacífica, région du Quindío

Ruta Pacífica avait historiquement fondé son action sur des preuves qualitatives : les témoignages de survivantes, la documentation des différentes formes de violence, les voix des femmes issues de communautés touchées par le conflit. Le partenariat Equal Measures n'a pas remplacé cela. Il l'a élargi, en donnant à Ruta Pacífica les outils quantitatifs nécessaires pour replacer les manquements de la Colombie dans un cadre mondial de responsabilité vis-à-vis des ODD, et pour exiger davantage d'un gouvernement qui avait signé des engagements internationaux qu'il ne respectait pas.



LE PARCOURS

Lorsque Ruta Pacífica a rejoint Equal Measures en 2017, la première tâche du partenariat a consisté à développer des compétences en matière de données au sein d'un mouvement décentralisé. Le personnel des 13 bureaux régionaux a suivi une formation à la collecte, à l'analyse et à l'utilisation des données, ancrant ainsi une culture axée sur les données au sein d'une organisation qui s'appuyait auparavant presque exclusivement sur un plaidoyer qualitatif. Ce n'était pas une mince affaire pour un mouvement opérant sur des territoires touchés par le conflit et dotés d'infrastructures limitées.

L'indice de genre des ODD est devenu le principal outil de justification externe de Ruta Pacífica. À partir de 2018, Ruta Pacífica a élaboré une série de rapports infographiques annuels établissant un lien entre la mise en œuvre des engagements en matière d'égalité des genres pris dans le cadre de l'accord de paix et l'ODD n° 5 (égalité entre les genres) et l'ODD n° 16 (paix, justice et institutions efficaces), positionnant ainsi ce plan de consolidation de la paix non pas comme une négociation politique, mais comme un engagement contraignant en matière de développement. Ces rapports ont été directement transmis à environ 300 responsables publics.



« Il est possible d'intégrer les recommandations politiques de l'Indice de genre pour accélérer l'égalité des genres en Colombie, et c'est là que le plaidoyer des organisations de femmes s'appuyant sur des données est indispensable et stratégique. Investir dans des processus impliquant les femmes, adopter des réformes législatives garantissant les droits des femmes, promouvoir le leadership féminin, soutenir le travail des organisations de femmes et élargir leurs espaces de dialogue, entre autres actions, se traduira — comme l'indique l'Indice — par une amélioration des conditions de vie des femmes et de l'ensemble de la communauté. »

- Shima Pardo Bohórquez, ancienne coordinatrice de programme, Ruta Pacífica

L'ampleur de cet engagement a été extraordinaire. Rien qu'en 2020-2021, Ruta Pacífica a participé à environ 470 réunions liées à l'élaboration de plans de développement et a soumis près de 500 propositions fondées sur des données factuelles dans le cadre de l'initiative « ». Son action de plaidoyer a influencé 8 plans de développement départementaux et 39 plans de développement municipaux, intégrant systématiquement les enjeux liés aux femmes dans les processus officiels de planification à une échelle que peu d'organisations de la société civile, où que ce soit dans le monde, ont atteinte.

Equal Measures 2030 a également fourni un soutien technique ciblé, notamment par le biais d'un expert en données basé localement pour aider Ruta Pacífica à s'y retrouver dans le paysage complexe de l'accès aux données en Colombie — y compris les procédures relatives à la liberté d'information qui prenaient parfois six mois, voire plus, pour fournir des données ventilées par sexe sur la violence.

Ruta Pacífica a également participé au programme de bourses de journalisme de données 2023 d'Equal Measures. L'ancienne coordinatrice de programme, Shima Pardo Bohórquez, a mené des recherches sur la consolidation de la paix au sein des organisations membres de Ruta, en analysant les facteurs à l'origine de leur succès et leur contribution aux ODD. Pour en savoir plus : [Boursiers en journalisme de données d'Equal Measures 2023](#)



L'EFFET DE COALITION

La contribution d'Equal Measures 2030 à Ruta Pacífica a été à la fois technique et structurelle. Comme l'a souligné Cecilia García, responsable régionale pour l'Amérique latine et les Caraïbes chez Equal Measures 2030 : « Notre partenariat avec Ruta Pacífica et notre impact sur le travail qu'elle mène autour de la mise en œuvre de l'accord de paix illustrent un modèle de collaboration avec un mouvement de femmes large et diversifié, plutôt qu'avec une OSC traditionnelle au niveau national.

→ **L'indice de genre des ODD a fourni à Ruta Pacífica un cadre crédible à l'échelle mondiale et reconnu internationalement pour relier l'accord de paix colombien aux engagements mondiaux en matière de développement** — positionnant l'égalité des genres non pas comme une revendication idéologique, mais comme une obligation mesurable à laquelle la Colombie avait souscrit. Les formations sur l'approche fondée sur les données (DDA) dispensées dans l'ensemble des 13 bureaux régionaux ont permis d'ancrer les compétences en matière de données au sein du mouvement, permettant ainsi à Ruta Pacífica de passer d'un plaidoyer fondé sur des récits à une argumentation politique fondée sur des données factuelles à tous les niveaux, du village au gouvernement national. Un soutien technique local dédié, comprenant notamment un expert en données basé sur place, a aidé Ruta Pacífica à s'y retrouver dans le paysage complexe de l'accès aux données en Colombie et à développer des outils adaptés à ses contextes territoriaux et ethniques spécifiques.

→ **Les budgets consacrés aux droits des femmes ont doublé.** Le plaidoyer fondé sur les données mené par Ruta Pacífica à Medellín et dans le département d'Antioquia a abouti à certaines des avancées financières les plus concrètes du portefeuille « Equal Measures ». Le budget du Secrétariat aux femmes de Medellín est passé de 52 milliards à près de 99 milliards de pesos. En Antioquia, le budget du Secrétariat aux femmes a doublé chaque année. À Quibdó, Ruta Pacífica a mené avec succès une campagne pour faire passer le budget du Secrétariat aux femmes de 52 milliards à 98 milliards de pesos sur quatre ans. Il s'agit là d'exemples rares et tangibles d'un plaidoyer féministe fondé sur les données qui a entraîné de réels changements financiers.

→ **Co-architecte du Plan d'action national colombien pour la résolution 1325.** En collaboration avec 13 organisations nationales de femmes au sein de l'Alliance 1325, Ruta Pacífica a joué un rôle central dans l'élaboration du premier Plan d'action national colombien relatif à la résolution 1325 du Conseil de sécurité des Nations unies sur les femmes, la paix et la sécurité, en veillant à ce que ce plan comprenne des budgets spécifiques, des responsabilités claires et quatre piliers pleinement ancrés dans les réalités vécues par les femmes dans les régions touchées par les conflits.

→ **Le suivi de l'accord de paix influence les institutions nationales.** Les rapports annuels de suivi de Ruta Pacífica sur les engagements de l'accord de paix en matière d'égalité des genres ont été utilisés par la Commission de la vérité, la Juridiction spéciale pour la paix (JEP) et l'Unité de mise en œuvre de l'accord de paix, qui ont publiquement salué les contributions de Ruta Pacífica. La coordinatrice nationale de Ruta Pacífica a été nommée au comité de suivi post-rapport de la Commission de la vérité.

→ **39 plans de développement municipaux façonnés par les priorités des femmes.** Sur l'ensemble de ses territoires, Ruta Pacífica a soumis des propositions fondées sur des données aux processus de planification locaux et départementaux, influençant ainsi 39 plans de développement municipaux et 8 plans de développement départementaux. À Turbaco, toutes les recommandations de Ruta Pacífica — portant sur la création de revenu, les services liés à la violence sexiste, la consolidation de la paix et les droits des femmes touchées par le conflit — ont été intégrées. À Candelaria, l'analyse de Ruta Pacífica a conduit à la création de la toute première politique publique sur les femmes et le genre, avec des ressources allouées à sa mise en œuvre.

→ **Dix femmes ont été nommées à des postes à responsabilité.** La formation DDA s'est traduite directement par une participation politique. Au moins dix femmes formées dans le cadre du partenariat « Equal Measures » ont été nommées à des postes départementaux ou municipaux. Dans le Cauca, trois jeunes femmes autochtones ont rejoint le conseil municipal de la jeunesse grâce à une analyse fondée sur des données. Des femmes ont accédé à des fonctions de maires, de conseillères municipales, de membres d'assemblée et de conseillères en matière de politique de genre. Les outils de responsabilisation fondée sur les données ont ainsi été intégrés dans les instances officielles de prise de décision.



→ **Le Plan national de développement de la Colombie façonné par le plaidoyer de Ruta Pacífica.** Grâce au processus de participation citoyenne « Dialogues contraignants » mis en place par le gouvernement, Ruta Pacífica a influencé l'inclusion de mesures visant à réduire les inégalités entre les genres et à lutter contre la discrimination dans le Plan national de développement de la Colombie — l'un des instruments politiques les plus importants du pays.

→ **L'Observatoire de la violence.** Alison Holder, directrice exécutive d'Equal Measures 2030, a fait remarquer que la création par Ruta Pacífica de son propre observatoire sur la violence à l'égard des femmes n'aurait peut-être pas pris cette forme sans les bases méthodologiques en matière de données fournies par le partenariat Equal Measures. Un exemple illustrant comment l'investissement dans le DDA renforce les capacités institutionnelles bien au-delà d'un simple projet.

Quand 1 800 femmes entrent dans une zone de conflit

Le 8 mars 2024, 1 800 femmes ont défilé à Istmina, dans le Chocó, l'une des régions colombiennes les plus touchées par le conflit, où des groupes armés continuent d'imposer leur contrôle par la violence et les déplacements forcés. Ces femmes venaient du Putumayo, du Cauca, de la Vallée du Cauca et de l'Eje Cafetero ; certaines avaient entamé leur périple dès le 5 mars. Elles se sont rassemblées dans un territoire qui connaît rarement des mobilisations féministes de cette ampleur, organisées dans le cadre de la résolution 1325 sur les femmes, la paix et la sécurité. Lire le récit complet : « [Women on the move : mobilisations féministes pour la paix en Colombie](#) »

Ruta Pacífica suit la mise en œuvre de l'accord de paix de 2016 à l'aide de données portant sur les 130 mesures liées au genre qui y sont intégrées. Les conclusions sont sans appel : seuls 14 % de ces engagements ont progressé en faveur des femmes. Comme [l'explique Marina Gallego Zapata](#) : « La Ruta suit, à l'aide de données, les 130 mesures relatives aux droits des femmes et à l'égalité des genres incluses dans l'accord de paix. Seuls 14 % ont progressé en faveur des femmes. »

Pour garantir la responsabilisation, Ruta Pacífica gère l'Observatoire « Mujeres Enrutadas » sur la surveillance des violences à l'égard des femmes et des filles, qui recense les violences faites aux femmes et en particulier les féminicides. En combinant données et plaidoyer, l'organisation veille à ce que la mise en œuvre de la paix n'efface pas les droits des femmes des priorités nationales. « Ce sont des moyens de mettre ces questions à l'ordre du jour tout en influençant l'élaboration de politiques appropriées », note Marina.

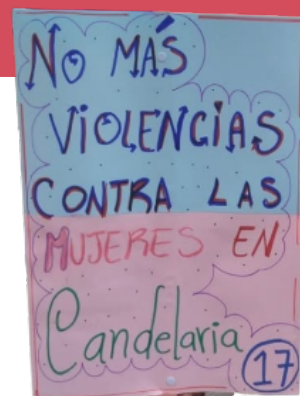
Toutes les mobilisations de Ruta Pacífica nécessitent au moins un an de préparation, notamment le dialogue avec les institutions locales et la coordination avec les instances régionales et nationales afin de garantir la sécurité et la visibilité des participantes. La marche du Chocó n'était pas une manifestation de protestation. Il s'agissait d'une prise de position politique, d'une stratégie de protection et d'une revendication étayée par des données : que les promesses faites aux femmes dans l'Accord de paix soient tenues.



« Pour la vie, la sécurité et les droits des femmes, nous continuerons à marcher et à exiger que ces droits puissent être librement exercés par toutes, pour elles, pour nous et pour les autres — nous continuerons à marcher. »

- Militante, mobilisation de Ruta Pacífica, Istmina, 8 mars 2024

C'est là l'effet de la coalition qui va au-delà du simple soutien technique. La visibilité internationale d'Equal Measures 2030 et la solidarité qu'elle incarne font désormais partie intégrante de la manière dont Ruta Pacífica présente son travail. Comme l'a souligné Cecilia García : les membres de la coalition ont confié qu'ils se sentaient soutenus et « en quelque sorte protégés » lorsque Equal Measures mettait en avant leur travail. Pour un mouvement qui s'aventure dans des zones de conflit, cette protection n'est pas une simple métaphore.



PERSPECTIVES D'AVENIR

À l'avenir, Ruta Pacífica s'attachera à consolider les acquis institutionnels obtenus grâce au processus de l'Accord de paix, tout en continuant à renforcer la participation politique des femmes et la responsabilité budgétaire aux niveaux municipal et départemental. Le lancement en 2024 de l'indice de genre des ODD à Medellín, co-dirigé par Ruta aux côtés d'Equal Measures et du CLADEM (Comité d'Amérique latine et des Caraïbes pour la défense des droits des femmes), marque un approfondissement du modèle de coalition régionale.

Ruta Pacífica continue de codiriger les activités régionales d'Equal Measures en Amérique latine aux côtés de l'ASOGEN et du CLADEM, notamment en participant à la Conférence régionale de la CEPALC sur les femmes et à des ateliers conjoints sur la Déclaration et l'Agenda de Doha (DDA) au Mexique, en Colombie et au Guatemala.

Dans un pays où les promesses de l'accord de paix ne sont que partiellement tenues, et où les femmes vivant dans les territoires touchés par le conflit continuent d'être confrontées à la violence sans bénéficier de protections suffisantes, le modèle de Ruta Pacífica — renforcement du mouvement féministe, responsabilisation fondée sur les données et présence constante dans les lieux où se prennent les décisions — est l'un des exemples les plus éloquentes de ce que peut accomplir une organisation féministe durable.



« Je pense que c'est l'un des partenariats les plus enrichissants que j'ai connus. Ce qui m'a frappé, c'est la beauté conceptuelle de l'association de l'autonomisation des candidates et des données — des données capables d'alimenter leurs campagnes, leurs promesses et les enjeux qu'elles souhaitent aborder. C'est un effet multiplicateur que l'on ne trouve pas facilement. »

- Albert Motivans, responsable des données et des analyses, Equal Measures 2030



Pour en savoir plus sur le travail de Ruta Pacífica :



rutapacifica.org.co/



Ruta Pacífica De Las Mujeres



@rutapacificam